

Le Parlement européen, une mascarade de démocratie – par John Laughlan



[Source : RT en français]

[Illustration : © Frederick Florin/Pool via REUTERS
Le Parlement européen de Strasbourg, avant une séance]

Quand le Parlement européen vote une résolution antirusse, les médias russes s'affairent. Mais selon l'universitaire John Laughland, ils devraient plutôt faire comme les citoyens européens et ne prêter aucune attention à cette assemblée inutile.

Par John Laughland(([1] John Laughland est un universitaire britannique spécialisé en géopolitique et philosophie politique. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages traduits en sept langues.))

Dans un monde qui change, certaines choses demeurent. Cette semaine, comme des dizaines de fois pendant les années récentes, le Parlement européen votera une énième résolution contre la Russie. Véritable fabrique de textes russophobes, le Parlement européen consacre un temps disproportionné à la condamnation obsessionnelle de son grand voisin.

Parfois ces résolutions créent des remous en Russie, comme par exemple quand le Parlement a voté une résolution demandant un changement de régime en Russie ainsi que des moyens financiers pour le provoquer. Cette semaine, c'est la réglementation russe sur les ONG étrangères qui est visée. La fois dernière, c'était Navalny. Et ainsi de suite.

Lire aussi Un projet de rapport du Parlement européen plaide pour un changement de régime en Russie A la différence de la Russie, par contre, ces résolutions passent totalement inaperçues en Europe même, alors que le Parlement européen est censé incarner la volonté démocratique des Européens. Il n'est en réalité qu'une parlotte, détachée des vrais soucis des citoyens, d'où le souverain dédain avec lequel ceux-ci le traitent.

Le Parlement européen est l'organe le moins puissant de l'UE : moins puissant

que la Commission, le Conseil et la Cour de justice. Il ne remplit aucune des fonctions d'un vrai parlement, celui de soutenir un gouvernement au pouvoir tout en le soumettant au contrôle démocratique. Sa vraie fonction est ailleurs : il est censé donner une façade démocratique à une Union européenne qui est fondamentalement autoritaire et bureaucratique.

Son impuissance explique son intérêt disproportionné pour les affaires étrangères. Incapable de peser sur les vraies décisions prises au niveau européen, il entreprend une activité de substitution en votant, à chaque plénière, des textes sur d'autres pays du monde sur lesquels il a encore moins de pouvoir qu'en Europe, voire aucun. Cette semaine c'est l'Afghanistan, Cuba, le Sri Lanka, le Maroc, la Biélorussie et, bien sûr, la Russie qui seront condamnés. Les Nations unies et les Etats-Unis feront aussi l'objet de débats et de votes. Mais toutes ces résolutions et condamnations sont parfaitement futiles, ne servant qu'à renforcer un sentiment de supériorité morale chez ceux qui les votent.

Son impuissance intrinsèque fait qu'en réalité le Parlement européen ressemble à une grande ONG couveuse des idées les plus marginales et immatures, ou encore à un syndicat d'étudiants où on vote des résolutions condamnant tel ou tel pays avant d'aller prendre un verre.

Ce problème fondamental est aggravé dans le cas russe par le fait que tous les dossiers qui concernent la Russie ont été détournés par les eurodéputés polonais et baltes. On ne trouve jamais une résolution sur la Russie rédigée ou proposée par un Allemand ou un Français, bien que ces pays aient leur propre vision des rapports euro-russes qui est différente de celle des Polonais et Baltes monomaniaques. Dans le monde réel, ce sont les grandes puissances qui prennent les décisions, Paris et Berlin en premier lieu. On a l'impression que ces deux pays laissent les dossiers russes du Parlement européen, qui n'ont aucune incidence sur le monde réel, aux députés des anciens pays soviétiques simplement pour leur faire plaisir : ils peuvent ainsi se distraire en continuant à jouer aux jeux de leur enfance.

La résolution du mois dernier qui appelait à un changement de régime en Russie illustre bien ce problème. Elle a été rédigée par un ancien premier ministre lituanien, Andris Kubilius, qui consacre la totalité de son activité parlementaire au combat contre l'Etat successeur de l'URSS que son pays a quitté voici plus de 30 ans. Jamais Kubilius n'intervient sur son propre pays ou sa propre région. Adoubé par le Parlement l'an dernier comme son principal responsable de la question russe, il est comme un robot qui continue à effectuer les fonctions pour lesquelles il a été programmé, bien longtemps après qu'elles ne soient devenues inutiles. Il est la preuve vivante que le Parlement européen sert souvent de maison de retraite des hommes politiques d'hier.

Lire aussi Poutine appelle l'UE à reprendre une «coopération pragmatique et respectueuse» avec la Russie Le caractère illusoire d'une grande partie de l'activité du Parlement européen est bien mis en exergue par la résolution de Kubilius, qui sera votée en commission en juillet et en plénière plus tard

cette année. Dans son texte, Kubiilius exhorte le Parlement européen à ne pas reconnaître les résultats des élections législatives russes qui auront lieu en septembre si celui-ci considère qu'elles ne sont pas démocratiques. Je prends rendez-vous avec vous, chers lecteurs, pour confirmer que cette non-reconnaissance aura bien lieu si Russie Unie, majoritaire, gagne cet automne.

Mais le plus ridicule ne se trouve pas dans la triste inévitabilité de cette affaire. Il se trouve dans le fait que la reconnaissance ou non-reconnaissance n'a strictement aucune importance. Ressortissant balte, monsieur Kubiilius sait parfaitement que la non-reconnaissance par les puissances occidentales de l'annexion des pays baltes par l'URSS après la Seconde Guerre mondiale n'a eu absolument aucun effet sur la réalité de cette annexion, pas plus d'ailleurs que les décisions du même Parlement européen de reconnaître Juan Guaido comme président du Venezuela en 2019, ou de ne pas reconnaître Alexandre Loukachenko comme président biélorusse l'an dernier.

Plus le Parlement européen est délié de toute attache aux vrais soucis des électeurs, plus il flotte au-dessus de leurs problèmes pour se perdre dans un monde virtuel et imaginé. Là où un gouvernement national doit peser le pour et le contre – par exemple sur la question du gazoduc Nord Stream 2 dont la construction aura des conséquences concrètes sur la vie des citoyens, et notamment celles des factures de chauffage moins chères – le Parlement européen, lui, habite un monde rêvé. Il milite avec acharnement contre ce gazoduc, alors même que le gouvernement américain semble sur le point d'abandonner son opposition à celui-ci. Si le gazoduc est terminé, comme cela semble maintenant probable, il livrera du gaz aux Européens alors que leur parlement ne leur donne que du vent.

En savoir plus sur RT France

: <https://français.rt.com/opinions/87558-parlement-europeen-mascarade-democratie-john-laughland>
